

## Les Lumières et la démocratie

### Spinoza

En matière de philosophie politique l'œuvre majeure de Spinoza est le *Traité théologico-politique* écrit en 1670. Il y soutient que la démocratie est le meilleur régime pour trois raisons.

1) La première est que permettant la liberté de parole, elle reflète et satisfait les différences naturelles entre les hommes. En effet, les différences naturelles sont la condition de la paix sociale. En outre, elles limitent la puissance du pouvoir et le rationalise.

2) La deuxième est qu'elle permet la séparation de la religion et de la politique. Le concept philosophique de Dieu n'est pas politique car les deux attributs divins étant l'Étendue et la Pensée, la justice n'en fait pas partie. La Bible n'est pas un texte qui cherche la vérité. On y trouve seulement des injonctions dont le seul but est de faire obéir les masses. On voit donc apparaître chez Spinoza l'idée d'une différence entre la politique et la religion. Il fait de la religion une affaire strictement privée. Il analyse les phénomènes politiques comme les phénomènes de n'importe quelle autre science. Or, l'étude scientifique des phénomènes politiques requiert l'étude des faits tels qu'ils sont. Aussi, contrairement à la philosophie politique classique et judéo-chrétienne, Spinoza dépouille l'homme de ses chimères et part de l'homme tel qu'il est dans le dénuement de son existence naturelle. Dans cet état de nature, il est un être dégradé car, chez lui, la passion domine la raison. Chacun s'efforce d'exister autant que lui permet sa puissance. La lutte pour avoir un maximum de plaisirs et un minimum de douleurs rend les hommes hostiles les uns aux autres. La société apparaît lorsque l'individu reconnaît que la société permet une augmentation efficace de la puissance individuelle.

3) La troisième est que « **Dans un État démocratique, des ordres absurdes ne sont guère à craindre, car il est presque impossible que la majorité d'une grande assemblée se mette d'accord sur une seule et même absurdité** ». Dès lors que le peuple décide à la suite d'un débat, la raison l'emporte. Si une option est absurde, elle ne peut recevoir l'assentiment de tous. Le bon sens, pour parler comme Descartes, étant la chose du monde la mieux partagée, c'est lui qui pèsera lorsqu'il s'agira de voter. En ce sens, la démocratie s'oppose à

la tyrannie qui est précisément un gouvernement par la passion et non par la raison. Mais comment faire pour que le peuple raisonne, pour qu'il maîtrise ses propres passions ? Cette tâche incombe au souverain. Par souverain, il s'agit de ceux qui ont été élus et qui ont appris eux-mêmes à se maîtriser. Notons que Spinoza souligne que le souverain est le seul à décider du droit. Pourquoi ? Parce que seul le souverain a la puissance de savoir ce qui est dans l'intérêt général. Parce que les hommes sont davantage poussés par la passion que par la raison ce serait folie que d'édifier un Etat dans lequel la liberté reposerait seulement sur la présomption de la raison ou de la bonne foi. Le souverain devra utiliser la crainte. Mais cette puissance du souverain n'est-elle pas dangereuse ? Non, car est esclave non pas celui qui est soumis à un autre mais celui qui est « captif de son plaisir ». Conséquemment, sera libre celui qui vit « sous la seule conduite de raison » c'est à dire celui qui accepte la loi dès lors qu'elle a été choisie en assemblée, à la suite d'un débat démocratique. Pour sa part, l'autorité a intérêt à être raisonnable. Elle doit éviter de soulever l'indignation. De ce fait, elle n'a pas la puissance de rendre les hommes esclaves car une populace indignée est une menace pour elle. L'acte injuste du souverain crée sa propre ruine. Il est donc condamné à agir conformément à la justice.

Sur le chemin qui a mené à l'avènement de la démocratie, Spinoza occupe une place non négligeable. Par sa philosophie, il montre qu'il n'y a pas de politique là où règne l'anarchie du désir, que l'obéissance est nécessaire. Mais qu'il n'y a pas davantage d'avenir commun là où la raison fait défaut. La démocratie sera donc le régime des hommes libres et éduqués à la raison.

## **Rousseau**

Dans le Contrat social, il prend clairement parti pour un régime démocratique dès lors qu'il est le régime qui permet de concilier pouvoir et liberté. Pour l'établir, il théorise un changement radical du concept de Souverain. Ce n'est plus le Roi mais le Peuple. Le Souverain appartient à tous et ne peut donc nuire à aucun. C'est lui qui délibère et vote les lois : la souveraineté est absolue, indivisible et inaliénable. La loi y est l'expression de ce « moi commun » que

Rousseau appelle la volonté générale. Elle est toujours droite car nul n'a intérêt à aller contre les intérêts des autres. Elle n'est pas la volonté de la majorité car elle est la « somme des petites différences » auxquelles a été enlevé ce qui les désunit. De ce fait, la démocratie concilie obéissance à la loi et liberté. L'homme, dit Rousseau, est né libre, et partout il est dans les fers. Les fers font de lui un citoyen, car les fers sont les lois qui limitent la liberté naturelle de l'homme. La liberté naturelle est un droit de l'homme, la contrainte de la loi est le quotidien du citoyen. Et la question à laquelle le *Contrat social* doit répondre est : comment forger les fers pour qu'ils restent compatibles avec les droits de l'homme, avec la liberté naturelle des hommes ? Cela n'est possible, répond Rousseau, que si les hommes, *en tant que* citoyens, se donnent à eux-mêmes les lois auxquelles ils sont liés.

Aussi lors que le citoyen obéit à la loi, il reste libre puis qu'il obéit à la volonté générale dont il est une partie c'est-à-dire qu'il obéit à lui-même. En outre, les citoyens sont unis à elle par un sentiment éthique d'appartenance. Elle est l'esprit civique qui anime la vie politique dans les régimes démocratiques. Mais, l'existence de la volonté générale suppose la démocratie directe car une assemblée de représentants ne reflète que les volontés particulières. La démocratie représentative est un faux semblant. C'est une démocratie égalitaire car le contrat n'est pas passé entre les citoyens et le pouvoir mais entre les citoyens. Chacun abandonne puissance et privilèges Tous ont les mêmes droits et devoirs. Le gouvernement exécute les lois choisies par le Souverain. Il n'est qu'un exécutant.

Mais, l'approbation de Rousseau reste sur le plan théorique. En effet, selon lui, il n'a jamais existé et il n'existera jamais de véritable démocratie car il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne. Et, beaucoup de conditions doivent être réunies pour qu'elle existe : un territoire restreint, une simplicité de mœurs, une égalité dans les fortunes, une absence de luxe. Comme l'écrit Montesquieu, elle nécessite la vertu.